

Thème 1

Croissance, fluctuations et crises



Ce que dit le programme...

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?	PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.	<p>En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB comme mesure de l'activité économique.</p> <p>On montrera que le PIB ne reflète pas l'évolution du niveau de vie des populations et qu'il convient de se référer à d'autres indicateurs. L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes (physique, technologique et immatériel, humain et public) participe à l'entretien de la croissance. On soulignera que la croissance économique, loin d'être harmonieuse et continue, est le plus souvent la résultante d'un processus de destruction créatrice.</p> <p>En liaison avec l'innovation, on mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété.</p> <p>Acquis de première : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.</p>
1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?	Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, croissance potentielle, dépression, déflation.	<p>L'observation des fluctuations économiques permettra de mettre l'accent sur la variabilité de la croissance et sur l'existence de périodes de crise. On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des fluctuations (chocs d'offre et de demande, cycle du crédit), en insistant notamment sur les liens avec la demande globale. En faisant référence au programme de première, on rappellera le rôle des politiques macro-économiques (nationales et européennes) dans la gestion des fluctuations conjoncturelles.</p> <p>On analysera les mécanismes cumulatifs susceptibles d'engendrer déflation et dépression économique et leurs conséquences sur le chômage de masse.</p> <p>Acquis de première : inflation, politique monétaire, politique budgétaire, politique conjoncturelle, chômage, demande globale.</p>



La croissance : un phénomène aux multiples enjeux et facettes

Dans un premier temps, il s'agira d'évaluer la pertinence de l'indicateur retenu pour mesurer la croissance : le Produit Intérieur Brut (PIB), en tant qu'instrument d'évaluation des quantités de richesses produites (**fiche 1**). Mais ces richesses sont-elles sources de bonheur ? L'adage populaire « l'argent ne fait pas le bonheur, mais il y contribue » constituera notre seconde interrogation en ce que nombre d'indicateurs alternatifs, construits sur la base des limites du PIB, tentent de cerner ce que le PIB délaisse, tant du point de vue de l'utilisation des richesses produites, que des conséquences de la croissance (**fiche 2**).

Si l'on pose la croissance comme un phénomène désirable, en l'absence duquel le développement économique est pour le moins difficile, il devient nécessaire d'en cerner les sources et fondements ainsi que les acteurs (**fiche 3**). Une telle connaissance s'avère d'autant plus nécessaire que la croissance n'est en rien un phénomène linéaire : les fluctuations affectant son évolution sont nombreuses (**fiche 4**), et appellent des actions spécifiques pour en limiter les conséquences et l'impact (**fiche 5**).

Mesures de la croissance et de l'activité économique

7

problématique

Comment définir la croissance ? Le PIB reflète-t-il l'activité économique ?

mots-clés

croissance économique, Produit intérieur brut (PIB), Produit national brut (PNB).

Économie

1. Définir la croissance économique

Selon la définition proposée par François Perroux, on entend par **croissance économique**, l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global brut ou net en termes réels. Deux indicateurs remplissent cette mission : le **Produit intérieur brut (PIB)** ou le **Produit national brut (PNB)**. On favorise le premier, en mettant en avant un critère de résidence géographique à l'intérieur de frontières définies, le second mettant l'accent sur un critère de nationalité, plus difficile à cerner du fait de la mondialisation. Une mesure en volume (monnaie constante) permet de ne prendre en compte que les évolutions des richesses produites (biens et services), et non celles de la valeur de la monnaie (approche en valeur, libellée en monnaie courante) : l'inflation gonflant artificiellement la croissance.

Le PIB correspond à la somme des valeurs ajoutées produites sur un territoire durant une année. La croissance sera donc appréhendée comme la variation, mesurée en pourcentage, d'une année sur l'autre de ce PIB.

La comptabilité nationale propose trois autres approches du PIB.

Une approche par la production :

PIB = somme des valeurs ajoutées + impôts sur la production
– subventions

Les enseignements que l'on pourra en tirer pourront être complétés par une **approche par la demande** :

PIB = consommations finales + formation brute de capital fixe + (exportations – importations) + variation des stocks.

Une troisième approche se penche sur les **revenus** :

PIB = rémunérations des salariés + excédent brut d'exploitation + revenus mixtes bruts – subventions + impôts sur la production (fiscalité sur la

production et les importations). Ces différentes approches permettent de quantifier les éléments constitutifs du PIB, et d'identifier les moteurs et freins de la croissance.

Remarquons qu'il est théoriquement aisé de passer du PIB au PNB, en retranchant du PIB les activités des agents étrangers installés en France, mais en y ajoutant celles des acteurs français résidents dans le reste du monde.

2. La croissance : un phénomène récent et localisé

Pendant des siècles, les hommes n'ont pas particulièrement recherché à accroître de façon significative la production de richesse ni à transformer durablement leurs modes de vie. Jusqu'en 1500, la croissance est quasi nulle, avant de progresser de 0,1 % par personne et par an jusqu'en 1700. Ce n'est qu'à partir de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e que la croissance s'accélère, notamment avec les révolutions industrielles successives : 1780 en Grande-Bretagne, entre 1810 et 1820 en France, plus tardivement dans les autres pays européens, et enfin 1860 au Japon.

On distingue aujourd'hui :

- les pays développés, à savoir les pays d'Europe de l'Ouest, Nord-américains, l'Australie et le Japon, qui ont accumulé capital et savoir-faire, ayant la maîtrise des circuits financiers, un niveau de vie par habitant très élevé, et dominant les échanges internationaux de marchandises. On parle de pays développés à économie de marché (PDEM) ;
- les pays pauvres, voire très pauvres : la plupart des pays africains, d'Amérique du Sud et certains pays asiatiques. Ils ont le plus grand mal à démarrer un réel processus de développement : la production de richesse progresse à un rythme lent, les infrastructures sont déficientes et les systèmes politiques instables ;
- les nouveaux pays industrialisés (NPI), rassemblant des pays asiatiques pour l'essentiel qui ont réussi à amorcer depuis les années 1975 un réel processus de développement : croissance économique forte, élévation sensible du niveau de vie moyen, une transformation rapide des structures économiques et sociales.

3. Le PIB : un indicateur pertinent ?

La remise en question de la pertinence de l'indicateur est déjà ancienne, et ses limites nombreuses. Elles sont de différentes natures. Nombre d'entre elles portent ce qu'il laisse de côté et ignore. Le PIB ne prend pas en considération des activités que l'on suppose génératrice de richesses, mais ne donnant pas nécessairement lieu à transactions monétaires. Ainsi en est-il de toutes les activités domestiques : jardinage, bricolage, ménage... Comme

le soulignait l'économiste Arthur Cecil Pigou, avec humour, épousez votre cuisinière et vous contribuerez à faire baisser le PIB ! Par ailleurs, certaines activités donnant lieu à transactions monétaires ne sont pas non plus prises en considération pour d'évidentes raisons : les activités illégales et souterraines ne sont pas mesurées faute de données. Un trafiquant de drogue par exemple, sauf pathologie clinique grave, ne déclarera pas officiellement les revenus de son activité !

La façon de mesurer la création de richesse génère nombre de questionnements. En ce qui concerne les activités privées, la mesure de la valeur ajoutée des biens et services créés s'opère à partir des prix de vente desquels on a soustrait le coût des consommations intermédiaires. Par contre, la mesure de l'activité économique des administrations publiques ne donnant pas lieu à transaction monétaire, est estimée à l'aune de ses coûts de production. Un même cours, selon qu'il sera proposé par une école de commerce ou une université, sera apprécié dans le premier cas par le coût de la scolarité supportée par les étudiants, (qui intègre un bénéfice pour l'école), tandis que dans le second, on ne prendra en considération que les coûts de production (personnels, locaux, administration etc.).

Le PIB comptabilise les externalités négatives. En d'autres termes, l'activité productive génère des effets non désirés, comme des accidents ou la pollution. Ces effets peuvent générer une activité supplémentaire pour réparer les dommages produits, ce qui est comptabilisé par le PIB comme une production de richesse supplémentaire. Ainsi, une catastrophe – comme le naufrage du pétrolier *Erika* au large des côtes bretonnes suivi d'une marée noire –, suivie d'une intense activité humaine pour en limiter les conséquences sur l'environnement et tenter de remédier aux dommages provoqués, se traduit par un accroissement du PIB ! Il en est de même lorsque se multiplient les accidents du travail, générant un surcroît d'activité dans le domaine médical, et donc la création de nouvelles richesses.

À retenir

La croissance économique est mesurée par la variation du PIB d'une année sur l'autre.

Le PIB est un indicateur très imparfait, qui ignore certaines productions ne donnant pas lieu à transactions monétaires (activités domestiques), ou qui ne peuvent par nature être comptabilisées (activités illégales ou souterraines).

Il considère enfin comme richesse nombre d'éléments « curieux », comme les moyens mis en œuvre pour remédier à des catastrophes, naturelles ou non, ou encore à la pollution générée par l'activité humaine.

2

PIB et indicateurs alternatifs

problématique

Le PIB reflète-t-il la qualité et les conditions de vie d'une nation ? D'autres indicateurs permettent-ils de pallier aux insuffisances du PIB ?

mots-clés

bien-être, développement, Indicateur de développement humain (IDH), empreinte écologique.

1. Le PIB : un indicateur quantitatif, non qualitatif

Le PIB est un indicateur quantitatif des richesses produites, mais en aucun cas du bien-être des habitants de la nation concernée, quand bien même en constitue-t-il l'un des éléments. Il en est de même du PIB par habitant (rapport du PIB au nombre d'habitant), qui se veut une approximation du niveau de vie. C'est une moyenne : il nous indique la richesse de chacun si celle-ci était distribuée également entre les habitants, or le commentateur n'a aucune idée préalable concernant cette distribution, et deux pays pourraient tout à fait afficher un PIB/habitant identique, alors même que l'un, démocratique, tolérerait de faibles inégalités, tandis que dans l'autre, un dictateur s'accaparerait toutes les richesses, en ne laissant rien à son peuple. On suppose cependant que l'accroissement des richesses produites dans un pays donné s'accompagne d'une augmentation des revenus distribués, sous réserve que la croissance économique soit supérieure à l'évolution démographique. Si la croissance économique est bien l'un des éléments clefs du bonheur, celui-ci ne saurait s'y réduire.

2. Des indicateurs alternatifs mesurant le développement ?

info en +

Développement : combinaison des évolutions mentales et sociales d'une population, en mesure de la rendre apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global.

Le concept de **développement** attire l'attention de l'économiste sur l'usage qui est fait des richesses produites. Il existe nombre d'indicateurs

alternatifs qui tentent d'appréhender le développement, en insistant sur des grandeurs plus qualitatives. Ainsi l'**indicateur de développement humain (IDH)**, initié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et développé par Amartya Sen, prend en considération trois facteurs essentiels. Outre le niveau de vie appréhendé par le PIB/habitant, l'IDH intègre la santé des acteurs via l'espérance de vie à la naissance (en années), et l'éducation, sur la base de la durée moyenne de scolarisation des adultes et de la durée attendue de scolarisation des enfants en âge scolaire (en années). Ces trois dimensions de poids équivalent, débouchent sur un indice compris entre 0 et 1 : plus l'indice est proche de 1, plus le pays sera « développé », et inversement s'il se rapproche de 0. Ainsi, il est aisé de vérifier qu'il peut y avoir croissance sans développement (si les richesses produites progressent en quantité, elles demeurent concentrées entre les mains de quelques-uns et ne profitent en rien à la grande majorité d'une population), croissance et développement (les richesses produites sont mieux réparties entre les acteurs, se traduisent par des consommations collectives bénéfiques à tous : hôpitaux, infrastructures, éducation). On remarquera qu'il peut également y avoir, plus rarement, développement sans croissance (en ce cas, seule la répartition des richesses produites, stables dans le temps, varie dans le sens d'une amélioration des structures collectives susceptibles de bénéficier au plus grand nombre).

Classement de quelques nations selon l'IDH et le PIB

Classement (IDH)	Pays	Santé (années) (1)	Éducation (indice) (2)	Revenu (\$/hab) (3)	Classement (PIB)
1	Norvège	81.1	0.985	47 557	25
4	États-Unis	78.5	0.939	43 017	1
20	France	81.5	0.870	30 462	5
37	Qatar	78.4	0.623	107 721	55
45	Argentine	75.9	0.806	14 527	28
186	Niger	54.7	0.177	641	139

(1) *Espérance de vie à la naissance.*

(2) *Indice construit en considérant la durée attendue de scolarisation, le taux d'alphabétisation des adultes, la durée moyenne de scolarisation.*

(3) *Donnée retenue : Revenu National Brut 2010, en dollars constants de 2005, par habitant.*

Sources : Données 2010 établies par le PNUD ; sauf pour le PIB : FMI)

De l'IDHI au Bonheur National Brut

L'IDH, non exempt de critiques, a par la suite fait l'objet de révisions par le PNUD, qui propose un indicateur de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) qui pondère l'IDH par une prise en considération de

l'importance des inégalités. Pour parfaire l'analyse, le PNUD calcule deux autres indicateurs.

L'indice d'inégalité de genre (IIG) permet de rendre compte des inégalités entre les hommes et les femmes, sur la base entre autres, de la représentation politique des femmes, du taux de mortalité maternelle, des niveaux atteints dans l'enseignement secondaire et supérieur pour les femmes, ou encore du taux de fertilité chez les adolescentes.

L'indice de pauvreté multidimensionnel (IPM), complète les approches sur la pauvreté reposant sur les seuls revenus, en mettant en œuvre dix critères qualitatifs (dont le nonaccès à l'eau potable, la malnutrition, etc.).

Intégrer toutes ces dimensions supplémentaires en un seul indicateur n'aurait pas nécessairement permis un gain en termes de lisibilité, aussi le PNUD a-t-il préféré proposer un tableau de bord sur la base de plusieurs indices.

D'autres institutions ou associations proposent des indicateurs spécifiques attirant le regard sur une dimension ou une autre de la vie économique ou sociale. Citons entre autres l'indicateur de développement durable proposé par l'ONU, le bonheur national brut (mis au point par le royaume du Bhoutan), l'indice de bonheur mondial de *Globeco*, l'indice « *Vivre mieux* » proposé par l'OCDE, ou encore l'**empreinte écologique**, issue des travaux de William Rees et Mathis Wackernagel, et dont les calculs sont publiés chaque année par l'organisation non gouvernementale *Global footprint network*, soutenue par l'association *WWF*.

Info en +

Le royaume du Bhoutan, petite monarchie constitutionnelle, nichée au Sud-est de la chaîne de l'Himalaya entre l'Inde et la Chine s'est fixé comme objectif premier le bonheur de ses habitants, mesuré comme il se doit par un indicateur spécifique : le bonheur national brut. Quatre facteurs définis comme essentiels sont pris en considération : la croissance (et le développement économique), la préservation et la promotion de la culture du Bhoutan (fondée sur le bouddhisme), le développement durable et la préservation de l'environnement, et enfin une gouvernance responsable.

À retenir

Le PIB est un indicateur quantitatif : il ne nous renseigne en rien sur l'utilisation, la répartition ou encore l'utilisation des richesses produites.
Il existe de nombreux indicateurs alternatifs se voulant qualitatifs : IDH, BIB, empreinte écologique, qui tentent de rendre compte de la notion de développement.